



LES EFFETS DES POLITIQUES DE
STABILISATION SUR
L'AGRICULTURE BRESILIANNE

Vitor de Athayde Couto

Fac. Ciências Eco. / UFBA.
Biblioteca

Seção Mestrado





LES EFFETS DES POLITIQUES DE STABILISATION SUR
L'AGRICULTURE BRÉSILIANNE

Communication présentée au Colloque International sur
"l'état et le marché en Amérique Latine: nouvelles lignes de
partage, nouvelles interactions"

GREITD/AFSSAL/CREPPRA/ERSI

Paris, décembre 1993

Vitor de Athayde Couto

Université de Paris XIII
Université de Bahia/CAPEB





"El rol del Estado es una cuestión muy compleja. No basta desregular, privatizar e intentar reducir el porte del Estado, como enseña la doctrina neoliberal...

Paradójicamente, aún en las reformas mas liberalizantes como las chilenas y mexicanas, se ha requerido un Estado Fuerte.

Que el Estado pueda ser fuerte, sin ser autoritario, es el mayor desafío que enfrentan actualmente los países del Conosur, particularmente Brasil."

(Maria da Conceição Tavares)





TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
A PROPOS DES POLITIQUES DE STABILISATION.....	5
L'ETAT ET L'AGRICULTURE.....	16
L'AGRICULTURE ET LES PLANS DE STABILISATION.....	21
LE SYSTEME EQUIVALENT - PRODUIT.....	27
BIBLIOGRAPHIE.....	36



INTRODUCTION

Dans cette communication, nous étudions quelques effets des politiques de stabilisation sur le secteur agricole brésilien, plus précisément le cas particulier du système équivalent-produit (EP), une forme de hedge dans un contexte hyperinflationniste rampante(1).

Le 24 avril 1993, le Président Itamar Franco a annoncé un plan de stabilisation (I) suivi d'un programme d'encouragements pour la reprise d'activités des secteurs économiques (II) et des mesures de nature sociale - contre la famine et la pauvreté (III).

Parmi les principales actions du groupe II, on trouve le programme de soutien à l'agriculture, y compris l'adoption du système EP de crédit agricole, "sans faire augmenter les dépenses publiques". Cependant, cette politique semble contradictoire. A première vue, son adoption pourra provoquer une augmentation des dépenses publiques, dans l'hypothèse où le comportement des prix de marché des produits agricoles se situe au dessous du comportement du TR (indexateur qui corrige la dette des agriculteurs). Depuis 1979, l'agriculture n'échappe pas à cette hypothèse, qu'à la suite (et juste

(1) Hyperinflation rampante, dans le sens de durable, cumulative mais continue. Voir, à ce sujet: SALAMA, P. & VALIER, J. (1990 et 1991).

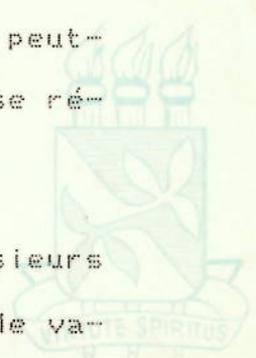


pendant quelques mois après) d'un "choc hétérodoxe" (gel de prix).

U F B A Or, la contradiction se renforce si l'on se rend compte de la fragilité du système politique et économique brésilien. Cette fragilité s'explique par le fait qu'au Brésil il n'est pas possible pour l'instant de mettre en oeuvre des politiques d'ajustement reposant sur le retrait de l'Etat, selon Marques-Pereira (1992: 9), "essentiellement en raison de l'érosion de l'autorité du pouvoir central. Celui-ci semble pris au piège d'un système de légitimation clienteliste qui se pose comme obstacle incontournable à une réduction des dépenses publiques".

Nous nous proposons de discuter cet aspect contradictoire du système EP, d'abord pour montrer les nouvelles monnaies fondées sur les produits de l'agriculture qui s'ajouteront au vaste répertoire de monnaies de l'inflation rampante; deuxièmement pour collaborer à comprendre la reproduction de l'hyperinflation rampante basée sur un panier de monnaies indexées qui se reproduisent d'une façon permanente. Indexation qui élargit son champ d'action sur les actifs réels où les "rentiers-financiers" envisageront peut-être le réendettement du secteur agricole sur une base réelle, physique.

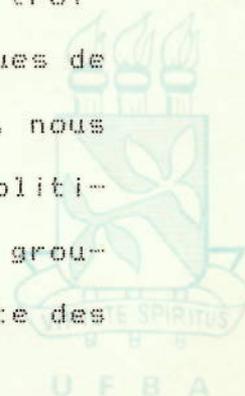
Les nouvelles monnaies viennent s'ajouter à plusieurs d'autres qui ont déjà été reconnues dans un système de va-



leurs. Nous nous retrouvons face à une même société "où les valeurs économiques et politiques sont divisées verticalement, entre dominants et dominés; mais aussi horizontalement, au niveau des dominants et dominés eux-mêmes" (Théret, 1992: 27).

Une sorte de culture inflationniste semble atteindre aussi les travailleurs à bas salaires, de même ceux qui sont au chômage ou exclus de la production. Ils se rapportent à un système de valeurs indexées et reconnues par la société. Ces valeurs jouent à la fois un rôle de réserve de valeurs et moyen d'échange telles que les tickets transports, food stamps, milk stamps etc. En résumé, il est possible que l'application du système EP vienne renforcer la troisième hypothèse de construction de cette culture inflationniste (Théret, 1992).

Après cette introduction, nous présentons les politiques de stabilisation qui ont été adoptées au Brésil depuis 1979. Ensuite, nous essayons de montrer comment le secteur agricole ne peut pas se passer de l'action de l'Etat. Une troisième partie propose discuter les effets des politiques de stabilisation sur le secteur agricole. Pour conclure, nous passons à l'analyse du système EP en tant que lutte politique. Dans "l'apartheid inflationniste" (qui divise les groupes indexés de ceux non indexés) il se passe une lutte des



groupes dominés ruraux: l'agriculture familiale qui révédi-
que, elle aussi, son indexation; bref, sa nouvelle "monnaie
rurale" (l'ensemble de monnaies-produits agricoles) dans le
contexte de l'hyperinflation rampante.



A PROPOS DES POLITIQUES DE STABILISATION

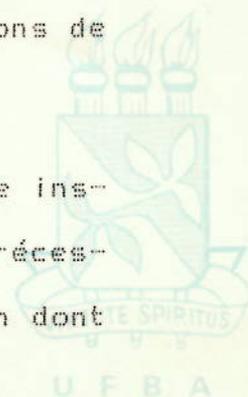
Depuis 1979, l'économie brésilienne a subi 11 plans de stabilisation. Ces plans n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs d'une façon durable, que ce soit les plans sortis des politiques orthodoxes ou hétérodoxes. De même, pour les plans inspirés de la combinaison des deux politiques.

Voyons d'abord les plans qui ont été mis en pratique, suivant le classement de Bresser Pereira (1992: 99-100):

1) Plan Delfim I (1979), il s'agit d'un programme populiste de droite, moderne et à la fois orthodoxe, monétariste. Ce plan a été fondé sur la préfixation du taux de change qui était à la mode à Chicago: l'inflation double de 50 à 100 pour cent et la dette à l'extérieur saute de 40 à 60 milliards de dollars en deux ans.

2) Plan Delfim II (1981), un programme orthodoxe classique, avec un supplément: récession, avec chute du PIB de 3 pour cent en 1981; l'inflation se maintient aux environs de 100 pour cent jusqu'à la fin de 1982.

3) Plan Delfim III (1983), un programme orthodoxe inspiré par le F.M.I. et encore une fois marqué par la récession: étant donné la nature inertielle de l'inflation dont

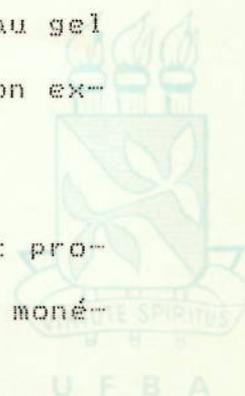


ce plan n'a pas pris en compte et la maxidévaluation de février 1983, l'inflation est doublée et atteint 200 pour cent, ou 10 pour cent par mois; la balance commerciale, cependant, trouve son équilibre et devient excédentaire.

4) Plan Dornelles (avril, 1985), un plan hétérodoxe partiel, fondé sur le gel bizarre des tarifs publics et des prix de certains oligopoles privés correspondant à 40 pour cent du PIB, environ. Ce plan était associé à une politique nettement monétariste à l'égard de la Banque Centrale: l'inflation tombe de 12 à 7 pour cent au cours de trois mois. Ensuite, elle revient aux mêmes niveaux d'avant, comme il était prévu par les analystes, à partir du moment où les prix se font, finalement, réindexer: cette faute plus l'attitude populiste dominante n'ont pas réussi à sauvegarder le poste du ministre de l'économie du nouveau gouvernement démocratique. Il se fait démissionner.

5) Plan Cruzado (mars, 1986), un programme hétérodoxe, fondé sur le gel de prix. Bien formulé et soutenu par le mouvement populaire, il a dû se perdre dans le populisme et l'accroissement exagéré de la demande: l'inflation, qui était 14 pour cent par mois, s'approche de zéro grâce au gel des prix; quand le gel se fond, en décembre, l'inflation explose.

6) Plan Bresser (juin, 1987), un plan hétérodoxe et provisoire d'urgence où la desindexation et la réforme moné-



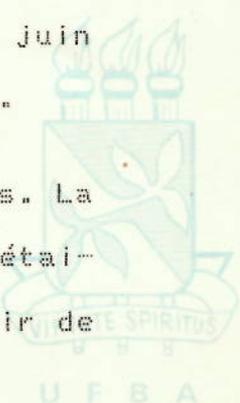


taire n'avaient pas rendez-vous. Le plan était fondé tout simplement sur un gel de prix et le ajustement fiscal; pas de surprise, l'inflation revient douce et durable; le plan devrait être accompagné de l'indexation des tarifs publics (ce qui a été fait) et d'une réforme tribulaire à la fin de l'année; tout cela pour préparer un gel de prix définitif au début 1988. Manque de soutien politique, le plan a échoué.

7) Plan "Riz aux Haricots" (janvier, 1988); un plan orthodoxe, fondé principalement sur une tentative d'ajustement fiscal. En plus, on a essayé d'accélérer - août 1988 - un accord conventionnel erroné sur la dette extérieure. Erroné parce que le gouvernement précédent avait déjà avancé les discussions concernant la réduction de la dette: l'inflation, qui était de 14 pour cent l'année précédente, s'est accrue par petits bonds jusqu'à atteindre 30 pour cent vers la fin de l'année.

8) Plan d'Eté (janvier, 1989), un plan hétérodoxe, fondé sur le gel des prix, la desindexation et la réforme monétaire. Cette réforme a été caractérisée par l'adoption d'un taux réel d'intérêt très élevé (16 pour cent pour le premier mois du plan); l'explosion des prix viendra à partir de juin et le plan amène le pays à l'hyperinflation en décembre.

9) Plan Collor I (mars, 1990), un plan à deux étapes. La première, hétérodoxe, combine le blocage des actifs monétaires et le gel provisoire des prix. La deuxième, à partir de

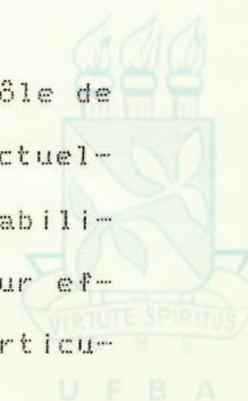


mai, est fondée sur une stratégie orthodoxe monétariste très ferme d'ajustement fiscal en fixant un résultat attendu. Là, on ignore complètement la nature inertielle de l'inflation brésilienne: malgré la récession importante provoquée par ce plan, l'inflation revient graduellement aux 20 pour cent en décembre.

10) Plan Collor II (janvier, 1991), plan hétérodoxe d'urgence, combiné avec l'augmentation des tarifs publics, ce n'est qu'un bricolage: l'inflation remonte vite, 7 pour cent en avril et 10 pour cent en juin.

11) Plan Marçílio (mi 1991, accordé par le F.M.I. en janvier, 1992). Il s'agit là d'un plan de stabilisation typiquement orthodoxe. Tout au long des premiers mois, jusqu'à octobre, l'inflation continue à monter. A partir de novembre, elle se stabilise autour de 24 pour cent. En février et mars, l'inflation tombe aux 21 pour cent. En avril, elle remonte à 22 pour cent. Parallèlement, la récession s'approfondit jusqu'à la perte totale de crédibilité provoquée par des scandales à l'intérieur du gouvernement.

D'après son analyse sur les possibilités de contrôle de l'inflation brésilienne, Franco (1992: 30) distingue actuellement trois familles différentes de politiques de stabilisation: "gradualisme", dollarisation et populisme. Leur efficacité dépend de certaines conditions spéciales, particu-



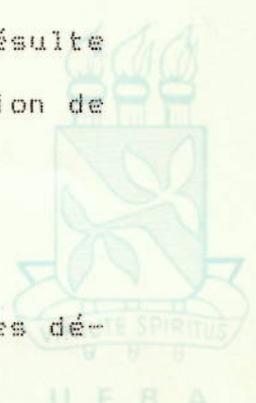


lièrement celles qui sont liées à la dynamique de la détermination des prix. La solution du "choc de prix" - dollarisation, gel ou préfixation négociée de prix et salaires - prend des risques très sérieux si l'on n'attaque pas les fondements(2) au préalable.

Les problèmes conjoncturels qui affectent l'économie depuis des années, surtout à partir du deuxième choc du pétrole, ont produit ce qu'on appelle "la crise brésilienne". Pendant les années 80, qui ont vu la montée des taux d'intérêts, cette crise s'est posée en tant que "crise de la dette" ou décennie perdue. La crise est devenue plus complexe si l'on considère ses aspects importants de nature éthique et culturelle.

Sur le plan politique, la crise a été caractérisée par des changements fréquents de ministres de l'économie incapables de mener un programme durable. En conséquence, on n'a mis en route que des mesures à court terme; d'un côté, se situent les politiques monétaristes et fiscales de type orthodoxe; de l'autre, celles de type hétérodoxe. Les intérêts manifestés sont d'une telle complexité qu'on ne dispose pas d'une théorie capable de proposer un consensus. Il résulte que la crise représente une convocation à la production de nouvelles idées.

(2) Surtout les fondements fiscaux et la réduction des dépenses publiques.

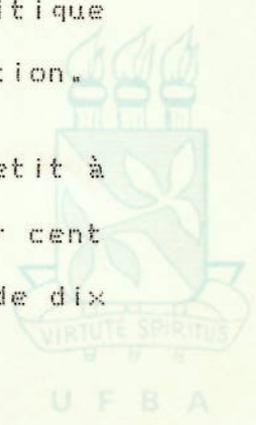




Pendant toutes les années 80, l'économie brésilienne a cohabité avec une inflation élevée et accélérée. Les seules exceptions se vérifient pendant les périodes de gel de prix ou de récession (début de la décennie). En vérité, le phénomène inflationniste élevé n'est pas particulier à cette période. Luque (1993: 46) fait noter les chiffres de l'après-guerre quand l'inflation annuelle dépasse dix pour cent, sauf pendant les années 1947, 1948 et 1957.

La politique orthodoxe (ensemble de mesures monétaires et fiscales restrictives envisageant la stabilisation des prix) a provoqué une récession importante au début des années 80. Ensuite c'est le tour des politiques hétérodoxes (attaquer les causes inertielles de l'inflation). Les plans Cruzado (1986), Bresser (1987) et Plan d'Eté (1989) représentent bien ces nouvelles politiques. Face à l'échec du Plan Cruzado, les autres plans qui l'ont succédé se caractérisent par des essais de combinaisons de mesures orthodoxes et hétérodoxes. Toujours Luque (1993: 47) nous affirme que l'adoption du Plan Collor I constitue un bon exemple de cette combinaison. Ce plan a essayé de maîtriser la demande par le moyen de: blocage des actifs financiers; politique monétaire active; et l'attaque des mécanismes d'indexation.

Encore une fois, les prix ne se stabilisent pas. Petit à petit, les taux mensuels d'inflation montent à dix pour cent pour atteindre finalement vingt pour cent au bout de dix mois.

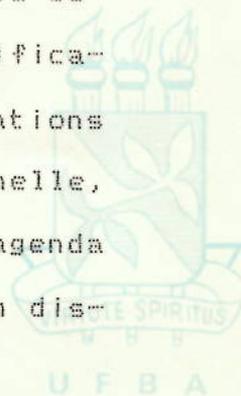




En conclusion, il faut admettre que le processus inflationniste brésilien est très particulier par rapport à ceux des autres pays d'Amérique latine. L'inflation brésilienne, dans toute sa complexité, requiert une "attaque d'ensemble", si l'on reprend l'expression exacte de Tavares (1993: 19).

Depuis son arrivée au pouvoir, fin 1992, le Président Itamar Franco n'a pas réussi à mettre en route son programme de stabilisation. En dépit d'une cohabitation politique favorable, au début, avec la participation de tous les partis à l'Assemblée Nationale, il y a eu plusieurs changements de ministres. Soit au Budget, soit dans le cadre du Plan économique, on ne s'entendait pas. Les difficultés se sont devenues plus graves, manque d'une décision du Président à l'égard des problèmes économiques.

Nommé au poste de Ministre de l'Economie, M. Fernando Henrique Cardoso propose discuter avec la société quelles sont les mesures que le gouvernement doit adopter. D'après son discours, les "chocs hétérodoxes" ne sont pas au rendez-vous. Il s'agit plutôt de reprendre la crédibilité de la société par rapport au gouvernement. Privatisations, unification du taux de change, contrôle budgétaire et négociations avec le Parlement au sujet de la révision constitutionnelle, voilà l'emploi du temps d'un ministre qui fait son agenda électorale. Face aux propositions disponibles, déjà en dis-



cussion entre les économistes et la société, M. Cardoso préfère attendre.

U F B A Dans le domaine politique, on spéculé beaucoup autour du plan politique du ministre qui est devenu probable candidat aux présidentielles, avec le soutien de l'actuel président. Cette spéculation inclut l'hypothèse qu'il existerait une agenda organisée comme il se suit:

Tout d'abord, le ministre doit attaquer les fondements de l'inflation: ajustement fiscal, y compris la réduction des dépenses publiques; augmentation des recettes publiques, y compris l'accélération des privatisations.

Il faut quand même compter sur des mesures concernant l'unification du taux de change, dont l'application est déjà commencée.

Le troisième point c'est la révision constitutionnelle. Là, on cherche une solution pour le problème du financement du système de sécurité sociale; la fin des monopoles (énergie, communications); la fin de l'emploi à vie pour les fonctionnaires publiques; et une rédefinition de responsabilités qui englobent le gouvernement central, régions-départements et les municipalités.

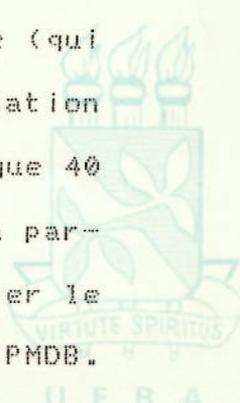
Finalement, le dernier point de l'agenda. La desindexation de l'économie est prévue pour les mois de janvier ou février 1994. Cette desindexation concerne la définition

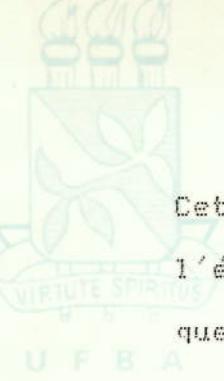


d'une "ancree" pour fixer le taux de change, ce qui serait fait à partir d'une proposition parmi les trois qui sont soumises au débat: fixation ou préfixation classiques du taux de change; ou l'adoption d'un Conseil de la Monnaie (currency board).

Suivant l'hypothèse d'existence de l'agenda, M. Cardoso compte sur la chute de l'inflation jusqu'au mois d'avril. A ce moment, il sera obligé de quitter (sous les applaudissements du public) le gouvernement, s'il voudra participer aux présidentielles. Elu président sous un nouvel ordre constitutionnel, il deviendra possible d'exécuter les réformes nécessaires à la restructuration économique. Voilà l'agenda politique du ministre. Même si les propositions de politiques de stabilisation dérivées du programme argentin soient déjà soumises au débat entre les économistes et la société, M. Cardoso préfère attendre. Par contre, le PMDB (le plus grand parti politique) veut aller plus vite.

Obstiné à promouvoir une réduction importante des dépenses publiques avec accélération des privatisations, le ministre est au milieu d'un feu croisé, sous les pressions politiques (surtout de la part du PMDB) et de la presse (qui réclame un nouveau plan face à l'augmentation de l'inflation déjà trop élevée - 36 pour cent, en septembre; presque 40 pour cent en octobre). Le PMDB prévoit, sans doute, la participation de son candidat aux présidentielles. Adopter le choc (gel de prix) tout de suite, cela intéresse au PMDB.





Cette hypothèse amènera le candidat du gouvernement à l'échec, étant prévu que le gel des prix échouera bien avant que le ministre quitte le pouvoir. Près du 15 novembre (date des élections), les électeurs n'entendront plus les échos d'une stabilisation adoptée l'année précédente.

En plus, le ministre aura besoin du soutien du PMDB dans le Parlement pour changer la Constitution; ça se voit bien qu'est-ce qu'elles sont importantes les difficultés auprès du gouvernement. Ces difficultés ont encore augmenté à partir du moment où des scandales (liés à plusieurs membres du Parlement, ministres et gouverneurs accusés de corruption), menacent de paralyser les efforts envisageant la révision constitutionnelle.

Ce n'est qu'après les élections, quand le gel de prix se fondra (la remontée des prix étant prévue), il sera le temps de se remettre sur un plan plus complet et durable. Ce plan qui peut être dans les plans de M. Cardoso, sera-t-il capable de dépasser le cadre des politiques monétaires et fiscales, bref, un plan durable et global de restructuration compétitive de l'économie?

Il reste à savoir quelles seront les alliances stratégiques comprenant les entreprises privées nationales et internationales capables de piloter un projet national. Certaines compagnies internationales deviennent "nationalistes" (elles ne veulent pas d'autres concurrents étrangers dans leurs



secteurs); tel est le cas de l'industrie automobile, à l'égard de l'ouverture du marché à l'extérieur, ce qui explique la "résistance structurelle" citée par Tavares (1993: 21). Cette économiste met l'accent sur le fait qu'une dizaine de politiques fiscales d'ajustement suivies de midi ou maxi dévaluations n'ont pas été capables d'aboutir à des résultats durables. Tout au contraire de ceux qui se disputent des solutions exclusivement fiscales ou monétaristes, la seule solution n'est qu'une attaque globale des problèmes à régler. Ce qui suppose la prise de décisions politiques simultanées. Mais tel n'est pas l'objet de cette communication.

Passons tout de suite à l'analyse du rôle de l'Etat dans l'agriculture, plus particulièrement le crédit agricole équivalent-produit, soit le système EP, du point de vue des politiques de stabilisation dans un environnement hyperinflationniste rampante.



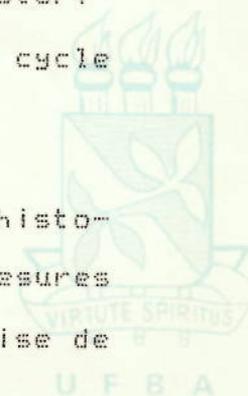


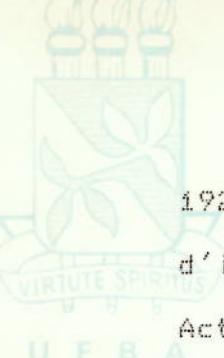
L'ETAT ET L'AGRICULTURE

Tout d'abord, voyons comment se fait-elle l'intervention de l'Etat dans l'agriculture depuis la période d'entre deux guerres. Partons de l'exemple de la production agricole nord américaine. Elle s'est montrée stable pendant la grande dépression et la reprise économique qui l'a suivi. Les seules exceptions, les années 1934 et 1936, sont dues à une cause d'ordre naturel - les adversités climatiques. Le comportement du produit agricole pendant toute la période considérée a permis la constatation d'une évolution cyclique très régulière. Cette constatation a été renforcée par le fait que les prix relatifs des produits agricoles ont accompagné de très près les variations du produit industriel.

Selon Rezende (1992: 107), cette évidence (la même constatation se vérifiera par rapport à l'agriculture brésilienne), étant cohérente avec d'autres expériences historiques, a encouragé l'analyse de l'agriculture dans le cycle économique.

Delgado (1978: 53) étudie comment les conditions historiques ont conduit le gouvernement à adopter des mesures systématiques de prix agricoles aux EUA, depuis la crise de



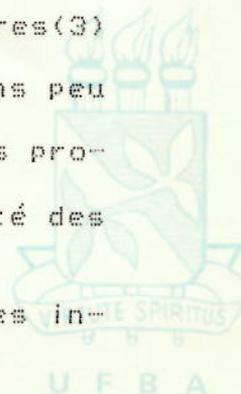


1929. Le gouvernement américain a mis en place une politique d'intervention publique fondée sur l'Agricultural Adjustment Act (1933). Cette politique envisageait la réduction de la surface pour certaines cultures, avec la garantie des prix minima. Cette même année voit l'intervention de l'Etat sur l'agriculture anglaise qui devient le secteur le plus réglementé. En France, le gouvernement intervient sur le marché du vin. Ensuite (1933), cette intervention s'amplifie vers le contrôle du blé.

Petit à petit, les politiques ponctuelles de prix se transforment en politiques à long terme. Au Brésil, les politiques agricoles les plus importantes (crédit agricole et garantie de prix) ont adopté des objectifs de long terme. Ces objectifs ont prévu des investissements importants envisageant la modernisation de l'agriculture. Dans le long terme, l'information des prix anticipés joue un rôle très important, car ils permettent la réduction de l'incertitude et la prise de décisions des agents, surtout en ce qui concerne une correcte allocation de ressources.

Le processus d'information des prix et des marchés agricoles est très particulier. Certains facteurs aléatoires⁽³⁾ dont le contrôle est difficile rendent les prévisions peu crédibles, et sur la quantité, et sur la qualité des produits. Ces facteurs sont hors du contrôle de la majorité des

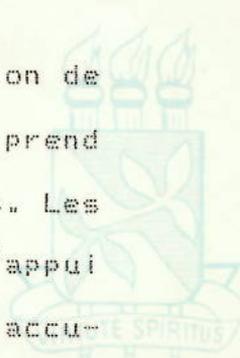
(3) Tels que les facteurs météorologiques, attaques des insectes et maladies.





agriculteurs. Ceux-ci projettent une sorte de logique micro-économique sur l'environnement global de son activité. Les agriculteurs, ne connaissant pas les limites exactes du processus de formation des prix, passent à prendre des décisions basées sur les accroissements des coûts relatifs de chaque activité, chaque culture isolée. Par exemple, si les prix d'une culture augmentent, les agriculteurs en produisent davantage en attendant que les prix seront maintenus au moment de la récolte. Après la récolte, les prix tombent et l'agriculteur prend conscience qu'il a utilisé trop de ressources. Le résultat, selon Delgado (1978: 53), c'est que le libre marché n'est pas capable de fournir et diffuser les informations dont les agriculteurs ont besoin pour qu'ils puissent prendre leurs décisions. En plus, ces informations sur le futur sont elles mêmes conditionnées aux actions décidées à présent. En conséquence, les problèmes historiques de l'agriculture exigent souvent l'intervention publique. La majorité des auteurs sont d'accord qu'il faut le soutien de l'Etat à l'agriculture, sans quoi le secteur serait plongé dans une crise permanente qui rendrait encore plus difficile le fonctionnement du système dans sa totalité.

Carvalho & Silva (1993: 52) affirment que l'action de l'Etat dans l'agriculture a une longue tradition et prend des formes et des objectifs diversifiés suivant les cas. Les pays développés ont mis en place certains mécanismes d'appui des agriculteurs dont le résultat a été une importante accu-

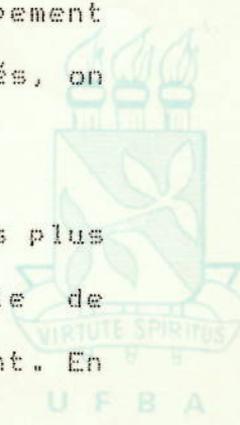




mulation de stocks. Dans les économies non développées, le secteur est, en général, trop taxé; et pourtant on reconnaît qu'il faut encourager les agriculteurs à augmenter la production et la formation de stocks stratégiques. Dans les années 60, au Brésil, les mauvaises récoltes ont justifié l'adoption d'un projet très ambitieux envisageant la modernisation de l'agriculture. Le mécanisme-clé qui a permis cette modernisation a été, sans doute, le crédit agricole. Les subventions ont rendu les engrais et les machines moins chers et plus vulgarisés. A partir de la fin des années 70, les restrictions imposées par la crise financière de l'Etat ont réduit progressivement les subventions accordées au crédit agricole.

Les programmes de subvention ont été adoptés par plusieurs pays en développement. Cette politique avait pour but promouvoir une production efficace et, théoriquement, transférer du revenu en faveur des agriculteurs plus pauvres. Ces ressources ont atteint, au Brésil de la fin des années 70, plus de 5 pour cent du PIB, d'après Vellutini (1991: 110). Mais les grands changements vérifiés pendant les années 80 ont affecté profondément les politiques de développement dans plusieurs pays. Parmi les principales difficultés, on trouve celles de nature financière.

Sur le plan macro-économique, les changements les plus importants se rapportent à la réduction substantielle de l'aide financière extérieure aux pays en développement. En

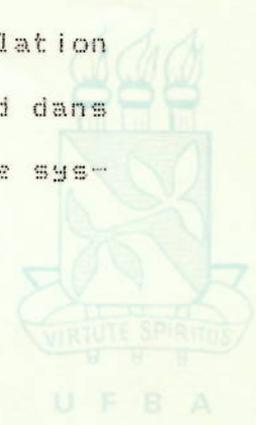




plus, il leur fallait contrôler le déficit fiscal, y compris la chasse aux subventions agricoles. Les prises de décision, chez les agriculteurs, ne se faisaient plus à partir d'une approche traditionnelle moyennant le financement du développement agricole.

Toutes ces politiques de développement agricole ont échoué depuis le début des années 80 face à la crise de la dette. On ne peut pas compter, dans les années prochaines, sur un changement substantiel de la politique de restriction des prêts internationaux et de restriction des dépenses publiques. En plus, les processus hyperinflationnistes ont annulé la dynamique des politiques de prix minima de garantie et de crédit agricole. Dans le cas brésilien, ces processus ont aggravé les coûts financiers, à partir du moment où les banques ont commencé à indexer pleinement les prêts, y compris ceux qui sont destinés à l'agriculture.

La crise financière de l'agriculture a poussé les agriculteurs, surtout les plus petits, à s'organiser. Cette organisation en associations et syndicats a inauguré une nouvelle lutte: la création des "monnaies rurales" envisageant la protection des agriculteurs à l'égard de l'hyperinflation rampante. Cette revendication sera formalisée plus tard dans le projet d'une nouvelle politique agricole qui crée le système EP.



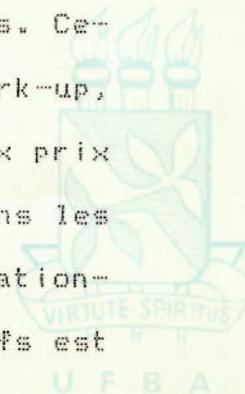


L'AGRICULTURE ET LES PLANS DE STABILISATION

L'analyse de l'agriculture brésilienne dans le cycle économique met en évidence une hypothèse importante: les prix relatifs agricoles suivent de très près les variations du produit industriel.

Dans cette section on rassemble des renseignements concernant la période 1978-87, analysée par Carvalho & Silva (1993) et la période 1985-91, étudié par Luque (1993), conformément les figures 1 et 2. Ainsi, il est devenu possible de tester et voir confirmée, pour toute la période 1978-91, l'hypothèse mentionnée au paragraphe antécédent.

Juste après l'adoption de chaque plan de stabilisation, le prix réel des secteurs compétitifs augmente, en réduisant le salaire réel des travailleurs. À partir de cette constatation, les ouvriers luttent pour l'augmentation des salaires nominaux en espérant récupérer leurs salaires réels. Cependant, face au pouvoir des oligopoles de jouer le mark-up, l'élévation des salaires nominaux est transférée aux prix des marchandises. En conséquence, les prix relatifs dans les secteurs industriels se récupèrent. Le mouvement inflationniste vérifié au début dans les secteurs compétitifs est

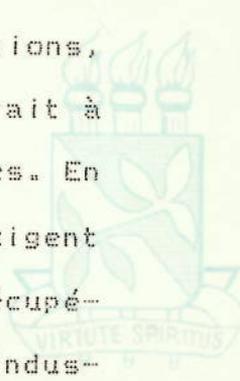




transféré aux autres secteurs de l'économie (voir Luque 1993: 56).

U F B A Les figures 1 et 2 montrent que les politiques de stabilisation adoptées pendant la période 1985-91 n'ont pas été neutres dans son action sur les secteurs de l'économie. Cette hypothèse se vérifie si l'on considère une économie fermée avec deux secteurs, agriculture et industrie. Dans ce dernier secteur, les agents sont capitalistes et travailleurs salariés. Dans l'agriculture, il existe une production familiale qui consomme une fraction de la production, l'excédent étant vendu sur le marché urbain. Malgré la critique qu'on puisse faire sur un tel modèle simplifié, il sert à montrer que ces deux secteurs s'organisent différemment. L'industrie, organisée plutôt en oligopoles, définit ses prix suivant le principe du mark-up. Les prix agricoles, quant à eux, sont formés dans un marché compétitif donc, plus sensibles aux variations de la demande. Celle-ci est représentée par le secteur urbain-industriel.

Luque (1993: 52) étudie les théories traditionnelles qui interprètent l'agriculture latino-américaine en tant que source de pressions inflationnistes. Dans ces conditions, toute élévation de la demande pour les aliments amènerait à une augmentation du prix relatif des produits agricoles. En conséquence, les ouvriers de l'industrie exigent l'augmentation des salaires nominaux, en essayant de récupérer les salaires réels. Par contre, les oligopoles indus-



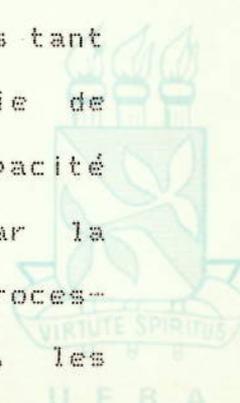


triels, détenant le pouvoir de soutenir leur profit, sont capables de transférer toute élévation de coûts aux prix des marchandises.

Selon Rezende (1992: 108), il est possible d'avoir plein emploi de ressources dans l'agriculture pendant les périodes de récession. Cette capacité productive s'explique par la structure concurrentielle des marchés de produits agricoles. En conséquence, les décisions des agriculteurs sont prises sur une base micro-économique à partir des coûts variables. Les industriels, par contre, fixent leurs prix envisageant la préservation du profit sur la totalité du capital. C'est donc à partir de cette logique qu'on analyse les effets des plans de stabilisation sur l'agriculture de 1978 à 1991, suivant les deux périodes classées ci dessous:

a) Période 1978-87 (Figure 1)

Dans son analyse sur les rapports agriculture-industrie, Bacha (1982) avertit: les plans de stabilisation, par le moyen de contrôle monétaire, provoquent récession. Cela ne veut pas dire chute de prix des produits industriels tant qu'ils sont fixés par le moyen du mark-up. La voie de l'ajustement de l'industrie "est la création d'une capacité oisive, tandis que dans l'agriculture ça se fait par la réduction des prix". Etant donné les différences du processus de formation des prix agricoles et industriels, les



plans de stabilisation ont pour conséquence, après le vernissage illusionniste: la réduction de la demande des produits agricoles; la chute des leurs prix, ce qui explique le transfert du revenu de la campagne en faveur de la ville.

La figure 1, organisée par Carvalho & Silva (1993), présente l'évolution des indices de la production industrielle et des prix relatifs (P_a/P_i = prix reçus par les agriculteurs/prix des produits industriels). "Quand la production industrielle augmente (courbe supérieure de la figure), P_a/P_i (courbe inférieure) augmente aussi. L'augmentation de la demande, conséquence de la croissance industrielle, se choque avec l'offre agricole rigide, ce qui fait monter les prix agricoles plus vite que les prix industriels. Les deux courbes de la figure suivent la même direction". Pendant la crise économique, par contre, le comportement des prix se fait à l'inverse.

Toujours Carvalho & Silva (1993: 38) suggèrent que les politiques de stabilisation, qui provoquent une réduction du niveau d'activités, doivent être accompagnées par des mesures capables d'annuler ou soulager la chute des prix agricoles; surtout des produits consommés par les salariés, pour éviter la réduction de la production de produits alimentaires, ce qui pourrait aggraver les problèmes.

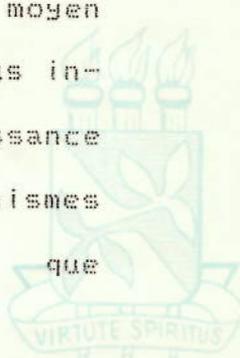
b) Période 1985-91 (Figure 2)





Dans cette période, Luque (1993) remarque les mêmes rapports de prix agriculture-industrie de la période précédente. Huit plans de stabilisation ont été adoptés. Voilà une période riche d'observations, donc, une période bien appropriée aux tests de mouvements de rapports de prix. La constatation la plus importante est qu'il existe une tendance à l'accroissement des prix des secteurs compétitifs par rapport aux secteurs oligopolistes, pendant les premiers mois qui se suivent à chaque plan de stabilisation. Ensuite, la perception du taux d'inflation encourage les travailleurs à exiger la correction des salaires nominaux envisageant la récupération des salaires réels. Par contre, les patrons préfèrent accorder l'indexation des salaires, dont les effets sur les coûts de production se font sentir dans les prix des marchandises industrielles. Ce qui n'est pas difficile à faire, tant qu'il s'agit de firmes insérées dans un marché oligopoliste. A partir de là, ces prix réels sont refaits, et le transfert du revenu se poursuit, cette fois dans l'autre sens, en faveur des oligopoles.

L'élévation des prix des secteurs compétitifs devient une augmentation de coûts auprès des oligopoles par le moyen de pressions salariales, ce qui généralise le processus inflationniste. Quelques mois après, les taux de croissance des prix reprennent le rythme traditionnel. Les mécanismes d'indexation reviennent à toute force tandis que





L'arrangement des prix relatifs se fait en dépit du procès inflationniste et de la réduction du revenu agricole.

U F B A

Le combat du processus complexe de l'hyperinflation rampante n'est pas efficace par la simple adoption de mesures conventionnelles, qu'elles soient orthodoxes ou hétérodoxes. La restructuration compétitive de l'économie ne pourra pas se passer de mesures politiques capables d'encourager l'offre de biens salaires. Rezende (1993: 123) remarque que les politiques publiques doivent privilégier l'agriculture pour deux raisons: combattre l'inflation et encourager la reprise de la croissance économique. En citant Feijó et al. (1990: 359), il nous rappelle l'année 1984 quand la production et la demande pour les machines et les équipements agricoles ont répondu pour presque la moitié de la croissance du secteur de biens de capitaux.

Finalement, il faut rappeler, les politiques de stabilisation ont beaucoup touché l'agriculture. Malgré cela, le secteur a joué un rôle très important en 1992, quand la bonne récolte(4) a été responsable de la réussite du modèle orthodoxe "gradualliste" (Plan Marcílio), jusqu'au mois d'avril (Voir Tableau 1).

(4) La plus grande quantité des graines produites est récoltée pendant les mois de février à mars; en 1992, ces deux mois ont été précédés par de bonnes prévisions. Ces prévisions renforcent la crédibilité des agents, élément très importants dans les politiques orthodoxes.

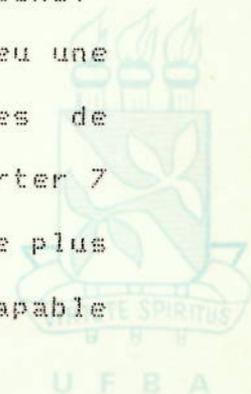




LE SYSTEME EQUIVALENT-PRODUIT

Outre l'hyperinflation rampante et les restrictions du crédit international, d'autres raisons ont presque éliminé la politique de crédit agricole au Brésil. Il ne reste que certains prêts commerciaux à très court terme. Depuis une décennie, les agriculteurs qui n'ont pas d'autres moyens, subissent une crise permanente. D'un côté, ils sont affectés par les augmentations de leurs coûts de production (taux d'intérêts, impôts, prix des machines et des engrais), les restrictions d'un marché international de plus en plus protégé, sans parler de la politique de change; de l'autre côté, les agriculteurs sont menacés par les adversités du climat qui occasionnent des pertes de la production y compris les pertes pendant la récolte, le transport et l'emmagasiner.

Toutes ces difficultés ont provoqué une réduction considérable de l'espace agricole. Comme résultat, on a eu une récolte médiocre de l'ordre de 56 millions de tonnes de graines en 1991. Le gouvernement a été obligé d'importer 7 millions de tonnes de graines de l'extérieur. Voilà le plus grand défi: formuler une nouvelle politique agricole capable

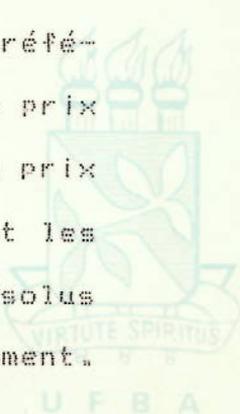




de garantir et l'approvisionnement et les exportations agricoles et protéger le secteur contre les effets des politiques de stabilisation.

Dans un tel contexte, il faut revoir l'actuelle politique de crédit agricole qui est basée sur le TR - un taux qui suit entièrement la logique du jeu du marché financier. Il faut redirectionner le crédit agricole vers un système d'indexation des dettes des agriculteurs où la référence soit la variation des prix de leurs produits - le système EP. Le principe de ce système est de protéger le revenu des agriculteurs, surtout face au rôle important qu'ils jouent pour l'approvisionnement des biens salaires: les aliments participent lourdement à la composition des indices de prix.

Malgré les contradictions qui accompagnent la décision d'adopter le système EP "sans faire augmenter les dépenses publiques", ce système est déjà réglementé pour certaines cultures, depuis juillet 1993. L'équivalence-produit est assurée pour les cultures de coton, riz, haricots, manioc et maïs pour l'année agricole 1993/94. Les mini et petits producteurs dans toutes les régions du pays seront bénéficiés. Finalement, le gouvernement a décidé que les prix de référence seront les mêmes stipulés pour la politique des prix minima de garantie. On s'approchera de plus en plus des prix des marchés régionaux et tous les conflits concernant les différences de qualité des produits classés seront résolus par la C.O.N.A.B. - Compagnie Nationale d'Approvisionnement.





Cette réglementation permettra aux agriculteurs de négocier leurs titres de stockage dans les établissements agréés. Ces titres deviennent donc, des nouvelles monnaies (monnaies-produits-papiers) circulant dans une sorte de marché futur qui présente deux avantages contre le risque: du côté du gouvernement, la politique de prix minima de garantie joue un rôle de hedge; les producteurs, à leur tour, assureront une base physique intégrale, tant que leurs contrats seront tous fondés sur l'existence réelle des produits ou, dans le pire, sur les prévisions des récoltes.

Il y a eu, sans doute, des réactions contre l'adoption du système EP. Soit de la part des banquiers, de l'agroindustrie, y compris la réaction de certains secteurs du gouvernement face aux possibles exigences pour la création d'un fonds public d'équivalence. Le directeur d'agriculture auprès du Secrétariat de la Planification, lui même est contre l'adoption du système car il va créer autant de monnaies que les produits financés. Tel est l'exemple de la caisse d'épargne pour l'habitation où l'on peut trouver une monnaie indexée sur un équivalent-salaire pour chaque catégorie (bancaires, balconnistes, fonctionnaires des compagnies de l'Etat, coopératives de professionnels et d'autres).

Théret (1992) analyse les rapports dominants entre le système monétaire, financier, fiscal et le système de droits et devoirs politiques. Les groupes dominants se divisent en-



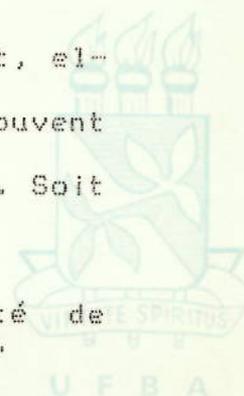


tre deux logiques de comportement (économique et politique). L'antagonisme, restant irrésolu, on ne trouve pas un résultant des forces en conflit permanent comme, par exemple, un projet hégémonique pour toute la société ("attaquer l'ensemble"). En conséquence, l'inertie accorde à la monnaie et au droit, des formes de reproduction de fonctions instables qui soutiennent l'hyperinflation rampante. Une sorte de culture inflationniste reconnaît et soutient la création continue de plusieurs monnaies dans le répertoire de l'inflation brésilienne. On dit souvent que les riches ont leurs propres monnaies (titres du Trésor Public, "dollars câblés" et tous les papiers indexés sous la gestion et le soutien de la Banque Centrale). Dans une récente discussion au sein du NEC(5), on a rappelé que les groupes dominés, eux aussi ont leurs monnaies, ce qui n'évite pas les transferts de valeurs en faveur des groupes dominants. On se demande maintenant: quelles sont ces nouvelles monnaies des groupes dominés?

a) Les nouvelles monnaies de l'hyperinflation rampante

Les gens qui appartiennent aux groupes dominés ont, elles mêmes, leurs engagements. Ces contrats sont souvent oraux et se soumettent à plusieurs formes d'indexation. Soit

(5) Groupe d'Etudes Conjoncturelles de la Faculté de Sciences Economiques de l'Université Fédérale de Bahia.



la forme dollarisation passive(6), soit l'indexation basée sur les quelques dizaines d'indicateurs de prix sectoriels, régionaux ou généraux qui sont publiés par les organismes du gouvernement, les fondations, les universités et d'autres institutions. Ce qui est nouveau c'est l'utilisation du "pocket dollar" et de plusieurs tickets qui jouent à la fois un rôle de moyen de change et d'indéxateur. Par exemple, les tickets-transport, food-stamps, milk-stamps ou tout simplement les jetons téléphoniques. Tous ces tickets ont une liquidité telle qu'ils fonctionnent en tant qu'argent de poche. L'énergie de la culture inflationniste brésilienne révèle sa capacité de mobilisation permanente de la société autour d'un panier de monnaies reconnues par tous les groupes sociaux. Cette mobilisation se traduit par une pratique quotidienne, une répétition permanente de grandes et petites affaires. Pourquoi pas les monnaies rurales?

b) Les nouvelles monnaies rurales

Outre les produits agricoles qui sont déjà inclus dans la première étape du système EP, quels sont les autres produits? Des commodities liées à l'agribusiness? Ou le système restera-t-il fidèle aux cultures d'autosubsistance? Dans

(6) SALAMA-VALIER (1992: 3) appellent "dollarisation passive" le processus que, loin d'être un choix délibéré de politique économique, est le résultat de la dégradation de la situation. "Elle constitue un indicateur pertinent d'une situation hyperinflationniste".

certaines régions, ces cultures sont réalisées par la production familiale.

U F B A Prenons la première hypothèse, l'agribusiness. Nous aurions les nouvelles monnaies-café, soja, poulet... Dans la deuxième (autosubsistance), nous pouvons bien ajouter les fruits et légumes, le lait et le petit élevage. La question qui se pose maintenant c'est: comment indexer les produits qui ne soient pas assurés par la politique de prix minima de garantie? Le plus logique serait accorder à ces nouveaux produits cette même garantie(7). Mais, il y a là un autre problème: cette politique est devenue, historiquement, l'objet d'intérêts et des conflits très particuliers. En conséquence, elle a été utilisée pour faire face aux objectifs des partis politiques.

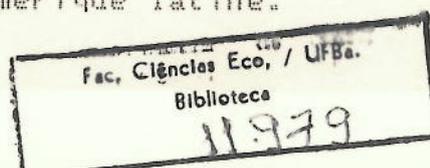
D'un côté, les biens salaires de l'agriculture sont importants à l'égard de politiques publiques populistes qui envisagent le contrôle de l'inflation (au Brésil, ces biens salaires sont très représentatifs dans le calcul de l'inflation). De l'autre côté, les produits orientés vers les marchés où les revenus sont plus élevés ont leurs prix indexés au dollar, suivant les cours internationaux. En plus, ils sont associés à une politique qui fixe un taux de change souvent convenable. Eventuellement, les prix minima sont fixés et indexés suivant les intérêts des lobbies et

(7) Conformément l'article 2 du "Règlement du crédit agricole basé sur l'équivalence-produit", publié au Journal Officiel n° 142, Section I, le 29/07/93, pp. 10645-10646.

d'autres groupes de pression, dont la logique n'est pas du tout celle de la concurrence sur le marché.

U F B A Il existe une dernière difficulté: la régionalisation des prix. Au Brésil, les distances interrégionales, associées à la dégradation du système de transports et d'emmagasiner, ont pour conséquence: des pertes considérables des produits (situées entre 20 et 40 pour cent, suivant les produits et les régions); et l'incohérence des coûts de production et de distribution. Tout cela amène à l'incohérence des prix, en général, ce qui alimente l'hyperinflation rampante(8). Cette incohérence se manifeste à travers la production d'un nombre croissant et différencié de marchandises, et dans l'agriculture (à cause de la régionalisation des prix et de la qualité de leurs produits), et dans le secteur oligopoliste. De cette façon, toutes les phases du cycle économique sont remplies. Dans une certaine phase, ce sont les secteurs compétitifs qui ont leurs prix élevés à partir de l'augmentation de la demande. Ensuite, ce sont les oligopoles qui recomposent leurs prix en utilisant le mark-up. Outre les transferts qui se vérifient tout le long des cycles entrecoupés par les politiques de stabilisation, il existe dans l'économie brésilienne, un procès de reproduction permanente et original de migration temporaire des revenus dans le cycle de l'inflation durable.

(8) SALAMA-VALIER (1992), deuxième caractéristique des procès hyperinflationnistes en Amérique latine.





Finalement, il faut prévoir quelles seront les conséquences d'une éventuelle adoption généralisée du système EP. Dans cette hypothèse, le système pourra certainement reproduire, ou même aggraver les conditions sociales dans la campagne. A notre avis, la seule façon de contribuer à la réduction des tensions et conflits dans le domaine de l'agriculture(9) sera la modernisation de la production familiale. Celle-ci doit être objet d'un programme particulier, différencié, envisageant la capacitation technique et sociale orientée vers une grande production. Voilà un point polémique de la réglementation du système. D'un côté, il privilégie les investissements en faveur de la "modernisation de la petite propriété". De l'autre côté, le système se réfère au financement des cultures de coton, riz, haricots, manioc et maïs, indépendamment de la classification (taille) des agriculteurs.

Suivant la tradition historique du crédit agricole au Brésil, les banques créanciers n'ont aucun intérêt à financer la "petite propriété". Ce qui nous permet de prévoir une réconcentration des prêts en faveur des grands et moyens propriétaires. En conséquence, nous considérons correcte la lutte des syndicats des petits agriculteurs et des travailleurs ruraux pour les deux mesures, parmi d'autres, classées

(9) Ensemble de problèmes dont l'origine remonte aux années d'or du crédit agricole, les années 70, quand la concentration du revenu et de la propriété s'est accrue. En conséquence, beaucoup de petits producteurs ont été expulsés de la campagne.

ci-dessous, qui composent le document "Stratégies de Luttés" sorti par la centrale syndicale CUT(10):

1) Définir un budget spécifique où les valeurs seront fixées et destinées exclusivement aux petits producteurs.

2) Assurer aux petits producteurs un programme de prix minima réels de garantie avec équivalence en produit.

Voilà donc, les principaux axes de lutte qui ont été définis en faveur d'une politique de crédit agricole, capable de protéger le groupe dominé des petits producteurs contre les effets de l'hyperinflation rampante à travers la création des "nouvelles monnaies rurales": les produits agricoles indexés.

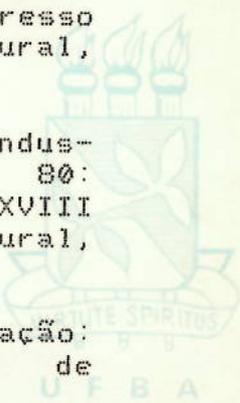
Il est certain qu'il faut approfondir une discussion sur ce qu'on entend par petite production, petite propriété et production familiale, mentionnées dans les documents officiels, et du gouvernement, et des syndicats. Mais ce n'est pas le cas dans cette communication.

(10) Le document a été rédigé à l'occasion de la 1ère Assemblée Nationale, organisée par le Département National des Travailleurs Ruraux de la CUT, à Praia Grande, 19-22 août 1973.





BIBLIOGRAPHIE

- U F B BACHA, E. (1982). "Introdução à macroeconomia: uma perspectiva brasileira". Campus, Rio de Janeiro.
- BRESSER PEREIRA, L.C. (1992). "1992 - A estabilização necessária". Revista de Economia Política, vol. 12, nº 3 (47), julho-setembro/1992.
- CARVALHO, M.A. & SILVA, C.R.L. (1990). "Políticas de ajustamento e as relações agricultura-indústria no Brasil". Revista de Economia Política, vol. 10, nº 3 (39), julho-setembro/1990.
- CARVALHO, M.A. & SILVA, C.R.L. (1993). "Preços mínimos e estabilização de preços agrícolas". Revista de Economia Política, vol. 13, nº 1 (49), janeiro-março/1993.
- COUTO, V.A. (1980). "Política de crédito rural e preços mínimos". Anais do II Encontro Realidade Nordestina, Universidade Federal da Paraíba, Campina Grande.
- COUTO, V.A. (1984). "Cinco anos de políticas agrícolas: questionando a prioridade". FAEB, Salvador.
- COUTO, V.A. (1987). "Políticas agrícolas: o fim de mais um ciclo". Série: Questões de políticas agrícolas e agroindustriais. DESENBANCO, Salvador.
- COUTO, V.A. & BRAGA, C.L. (1993). "Equivalência-produto: inflação também é cultura". Artigo publicado no jornal "A Tarde", Salvador.
- DELGADO, G.C. (1978). Uma metodologia para determinação de preços mínimos. Brasília, Ministério da Agricultura, CFP, 1978. Coleção Análise e Pesquisa nº 3.
- FEIJO, C.A. (1990). "Produção agrícola, agroindustrial e de máquinas e insumos agrícolas nos anos 80: novas evidências estatísticas". Anais do XXVIII Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural, Florianópolis, 22 a 27 de julho.
- FEIJÊ, C.A. et al. (1990). "Produção agrícola, agroindustrial e de máquinas e insumos agrícolas nos anos 80: novas evidências estatísticas", Anais do XXVIII Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural, Florianópolis, 22 a 27 de julho.
- FRANCO, G.H.B. (1993). "Alternativas de estabilização: gradualismo, dolarização e populismo". Revista de
- 



Economia Política, vol. 13, n.º 2 (50), abril-junho/1993.

LUQUE, C.A. (1993). "Observações sobre o processo inflacionário brasileiro: 1986-1991". Revista de Economia Política, vol. 13, n.º 2 (50), abril-junho/1993.

MARQUES-PEREIRA, J. (1992). "Les conditions de l'exercice de la citoyenneté en Amérique latine: le Welfare State condamné à survivre". Comunicação apresentada no colóquio "Las nuevas políticas de ajuste en America Latina", organizado pela Universidad de Guadalajara-Jalisco de 4 a 24 de fevereiro.

REZENDE, G.C. (1992). "Do Cruzado ao Collor: os planos de estabilização e a agricultura". Revista de Economia Política, vol. 12, n.º 2 (46), abril-junho/1992.

SALAMA, P. & VALIER, J. (1990). "L'économie gangrenée - essai sur l'hyperinflation". La Découverte, Paris.

SALAMA, P. & VALIER, J. (1991). "L'Amérique latine dans la crise - l'industrialisation pervertie". Nathan, Paris.

SALAMA, P. & VALIER, J. (1992). "Les nouvelles politiques d'ajustement en Amérique latine". Comunicação apresentada no colóquio "Las nuevas políticas de ajuste en America Latina", organizado pela Universidad de Guadalajara-Jalisco de 4 a 24 de fevereiro.

SAYAD, J. (1978). "Crédito rural no Brasil". IPE/USP, Relatórios de pesquisa n.º 01, São Paulo, 93 p.

SAYAD, J. (1982). "Agricultura e inflação: notas sobre a agricultura no curto prazo". Revista de Economia Política, vol. 2/4, n.º 8, outubro-dezembro/1992.

THERET, B. (1992). "L'hyperinflation au Brésil: prémices pour une interprétation en termes de superposition d'une configuration rentière et d'une configuration salariale des rapports Etat-économie". IRIS-TS, CNRS/Université Paris Dauphine.

VELLUTINI, R.A.S. (1991). "Financiamento do desenvolvimento agrícola". Revista de Economia Política, vol. 11, n.º 2 (42), abril-junho/1991.

